



HAL
open science

La participation des personnes en grande pauvreté dans les changements politiques, est-ce possible ?

Alex Roy, Frank Lenfant, Véronique Lenfant

► To cite this version:

Alex Roy, Frank Lenfant, Véronique Lenfant. La participation des personnes en grande pauvreté dans les changements politiques, est-ce possible?. Ce que la misère nous donne à repenser, avec Joseph Wresinski, 2018, Actes du colloque de Cerisy, 9782705695750. hal-03103748

HAL Id: hal-03103748

<https://hal.science/hal-03103748>

Submitted on 8 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La participation des personnes en grande pauvreté dans les changements politiques, est-ce possible ?

Alex Roy, Frank et Véronique Lenfant

Comme l'a rappelé Alex Roy, l'idéal démocratique a un principe d'égalité qui affirme que tous les citoyens doivent pouvoir faire entendre leur voix. Or, l'exclusion sociale va de pair avec une marginalisation politique qui rend les personnes en situation de pauvreté inaudibles dans la sphère publique.

Aujourd'hui, avec l'essoufflement de la démocratie représentative, le modèle délibératif s'impose dans les théories politiques à partir notamment des écrits de Jürgen Habermas¹. Il est basé sur un certain nombre de principes, comme l'inclusion de tous, l'égalité politique, l'acceptation par tous des mêmes règles et procédures dans le débat avec des critères comme celui d'être ouvert d'esprit et capable d'écouter les autres. La capacité de ce modèle à inclure les acteurs les plus marginalisés est cependant largement remise en question, notamment par des philosophes féministes.

La participation des « exclus » constitue un défi démocratique qui ne trouve pas de solutions dans l'application d'un modèle unique, mais dans l'hybridation de multiples expérimentations. C'est ce qui a été réalisé dans la campagne *Quelle école, pour quelle société ?* qui a eu lieu de 2009 à 2013, avec comme objectif de construire des propositions collectives pour réduire les inégalités autour de l'école. Y ont pris part des parents – parents en situation de pauvreté et parents d'autres milieux –, des fédérations de parents d'élèves, des enseignants, des syndicalistes, des chercheurs et des acteurs du mouvement pédagogique. ATD Quart Monde a organisé sur le sujet de l'accès de tous à l'école des rencontres d'Université populaire Quart Monde, des rencontres de jeunes, et des échanges entre personnes à la fois enseignantes et membres du Mouvement.

Un comité inter-partenarial réunissant tous les partenaires syndicaux et associatifs d'ATD Quart Monde, et un comité de pilotage interne au Mouvement furent créés en 2009. Ces comités ont travaillé sur les écrits provenant des expérimentations et rencontres initiées dès 2007. En juillet

¹ Jürgen Habermas, théoricien allemand en philosophie et sciences sociales. [N.d.É.]

2011, un séminaire réunissant une quarantaine de membres d'ATD Quart Monde a permis aux militants d'avoir un impact certain sur les décisions prises dans cette campagne. En novembre 2011 à Lyon, un événement intitulé *Les Ateliers pour l'école*¹ a rassemblé quelque quatre cents participants dont des militants Quart Monde, parents, enseignants et leurs organisations, chercheurs. Ces *Ateliers pour l'école* ont permis de valider des propositions signées par l'ensemble des partenaires de cette campagne.

Franck Lenfant parle de cette rencontre ainsi :

Véronique et moi avons participé aux ateliers de Lyon : *Quelle école pour quelle société ?* Nous avons beaucoup écouté, et quand nous sommes rentrés de ces ateliers, nous en avons discuté. Elle avait beaucoup de mal à entrer dans une école, même pour accompagner les enfants ; elle restait très loin de la porte. En discutant tous les deux, je lui ai demandé : « Qu'est-ce que tu as pensé de ça ? » et elle a dit : « C'est bien ; moi aussi j'aimerais bien entrer à l'école. » Alors je lui ai dit : « Écoute, je vais arrêter le conseil des parents d'élèves et tu vas y aller, comme ça tu vas pouvoir entrer dans l'école. » Notre dernière enfant qui est maintenant au collège, quand je me suis retiré du conseil des parents d'élèves, elle a dit à sa mère : « Voilà, papa n'y va plus ; est-ce que tu peux y aller, maman ? Parce que je ne te vois jamais à l'école et j'aimerais bien que tu y viennes parce que j'ai deux copines et il y a leurs parents qui vont au conseil des parents d'élèves et je ne vois pas pourquoi tu n'y vas pas. » En fin de compte, ça l'a décidée à y aller. C'est valorisant et structurant pour l'enfant parce que, quand il voit ses parents qui n'avaient pas l'habitude d'aller à l'école, un jour y aller, il se dit : « Mais en fin de compte, mes parents s'intéressent à ce que je fais à l'école. » En fait, ces ateliers de Lyon ont permis à mon épouse de franchir la porte de l'école, de se porter candidate à l'élection du conseil des parents d'élèves, d'être élue.

Après ces *Ateliers pour l'école*, il a fallu rencontrer les pouvoirs publics : rencontres des candidats à l'élection présidentielle française de 2012 ; en 2013, rencontre des ministres. Ensuite, la loi de refondation de l'école a conduit à une phase de concertation puis, après, au Sénat pour faire passer un article de loi qui reprenait des éléments comme celui d'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune discrimination, et celui que l'école se construit *avec* la participation des parents – quelle que soit leur origine sociale –, le respect de l'égalité des êtres humains et l'idée de la pédagogie de la coopération qui était une proposition phare de cette campagne politique. La loi a été votée !

Cette campagne politique sur l'école conduit à parler du cheminement de la participation des militants Quart Monde. Des enseignants, des syndicalistes, impliqués dans cette campagne, ont été étonnés de voir des

¹ *Quelle école pour quelle société ? Actes des Ateliers pour l'école*, Dossiers et Documents de la Revue Quart Monde n° 24 (2015), Paris, Quart Monde.

personnes en situation de pauvreté parlant facilement en public. Pour comprendre comment ces militants ont acquis les compétences et la confiance en soi nécessaire pour participer à une telle campagne, il faut revenir à l'Université populaire Quart Monde.

Nancy Fraser, philosophe américaine féministe et post-structuraliste, critique l'unicité de l'espace public d'Habermas. Pour faire valoir les intérêts des personnes marginalisées, il faut des espaces de construction de la parole à l'écart de la pensée dominante que Fraser appelle des *contre-publics*. Il s'agit d'enclaves culturelles dans lesquelles les plus pauvres prennent le temps pour trouver le ton et les mots justes, clarifier leurs souhaits, leurs points de vue, et se créer une identité collective. On peut précisément voir l'Université populaire comme un *contre-public*. Ce dispositif a un certain nombre de normes qui permettent l'expression : le fait d'être ensemble et d'entendre des témoignages de personnes qui ont la vie difficile et qui sont capables de s'exprimer facilement, donne envie de parler. Il y a le respect de la parole ; il n'y a pas de jugement. Ces normes font que les gens osent finalement s'exprimer et dépassent les sentiments de peur, de honte et d'incompétence liés au stigmate de la pauvreté.

Dans le modèle de Fraser, les *contre-publics* diffusent leurs points de vue dans un affrontement avec les logiques dominantes. Iris Marion Young¹, quant à elle, critique le modèle de Jürgen Habermas, mais continue de croire que le « peuple » et les « puissants » peuvent délibérer entre eux : une connexion est possible. Elle propose de changer les règles du débat pour que les personnes en situation de pauvreté puissent y participer. Contestant la recherche de consensus d'Habermas s'appuyant sur les arguments et la raison, elle affirme qu'il faut remettre du cœur en démocratie et qu'il faut permettre une communication plus imagée, plus émotionnelle, permettre aussi le conflit dans le débat. Nous retrouvons quelques éléments de cette pensée féministe dans les différentes règles qui ont été mises en œuvre pour favoriser le dialogue entre le *peuple* et les *puissants* dans le cadre des dialogues sur l'école. Les puissants étant les décideurs politiques de cette campagne, les syndicalistes et responsables associatifs, des gens très expérimentés politiquement.

Quels sont les effets de cette connexion entre les plus pauvres et les

¹ Iris Marion Young (1949-2006) était une théoricienne et féministe américaine centrée sur la nature de la justice et la différence sociale. [N.d.É.]

« puissants » ? Des deux côtés, une transformation s'est opérée : les militants Quart Monde d'une part et les décideurs politiques de la campagne d'autre part. Les militants qui ont participé à la campagne école se sont politisés. Ils ont pu mettre en application les compétences qu'ils ont acquises à l'université populaire. On note chez les décideurs politiques de cette campagne, qu'il y a eu une envie d'agir supplémentaire, une motivation d'agir, à partir de la rencontre avec les militants Quart Monde. Cette rencontre a eu des impacts sur les différentes organisations partenaires : certaines problématiques ont été intégrées à leur mandat¹.

En conclusion, la campagne sur l'école d'ATD Quart Monde a permis de reconstituer un problème public à partir de la participation des plus pauvres. Il s'agit d'une expérimentation d'une démocratie véritablement inclusive.

¹ Pour aller plus loin : ROY A., 2017, « L'éducation populaire, une voie féconde pour « démocratiser la démocratie » ? L'exemple de la campagne politique sur l'école d'ATD Quart Monde », *Agora débats/jeunesses*, vol. 2, n°76, p. 79-91.